

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

A R R Ê T É



Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 20 décembre 1982 relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
- vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 mars 1981 autorisant le G.A.E.C. THOMAS-CHAPIN à exploiter à LOUARGAT au lieu-dit "Kervenac'h" un élevage de 102.000 volailles ;
- VU la demande présentée par le G.A.E.C. de KERVENAC'H en vue de la reprise de cet élevage et de son extension par construction d'un nouveau bâtiment de 50.000 places poules pondeuses, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations des Conseils Municipaux de LOUARGAT du 31 août 1990, TREGROM du 27 juillet 1990, PLOUNEVEZ-MOEDEC du 12 septembre 1990, GURUNHUEL du 2 octobre 1990, BELLE-ISLE-EN-TERRE du 21 septembre 1990, BEGARD du 7 septembre 1990 ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires, de l'Agriculture, de la Protection Civile, émis respectivement les 11 février et 24 août 1990, 13 juillet 1990, 16 juillet 1990 ainsi que l'avis du Sous-Préfet de GUINGAMP du 12 juillet 1990 ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 31 janvier 1991 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 22 février 1991 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 décembre 1990 prorogeant le délai d'instruction à compter de cette date ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

- A R R E T E -

ARTICLE 1er - a) L'arrêté préfectoral susvisé du 17 mars 1981 est abrogé ;

b) Le G.A.E.C. de KERVENAC'H domicilié au lieu-dit "Kervenac'h" à LOUARGAT est autorisé à exploiter un élevage de volailles à cette adresse (section ZN n° 30) dont les bâtiments et les stockages de déjections sont implantés à plus de 100 m du tiers le plus proche et à plus de 50 m d'un cours d'eau.

ARTICLE 2 - La capacité maximale de l'élevage classé sous la rubrique n° 58 -6° de la nomenclature sera de 162.000 volailles de plus de un jour en présence instantanée, à savoir :

- élevage existant ..... 112.000 places poules pondeuses
- élevage à créer ..... 50.000 places poules pondeuses.

ARTICLE 3 - Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°) observation des prescriptions ci-jointes de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1982 et de celles annexées à l'arrêté préfectoral du 14 mars 1990 lorsqu'elles ne sont pas contraires aux premières ;

2°) conformité aux mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté lorsque ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions du 1°) ci-dessus ;

3°) l'exploitation de l'élevage se fera en batterie sur fosse ;

4°) les fientes seront :

- en partie épandues sur les terres prévues au plan d'épandage (moitié de la production) ;

- en partie (autre moitié) reprises par les Etablissements HUON de BEGARD ;

5°) les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977 ;

6°) dératisations et désinsectisations périodiques ;

7°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

8°) les fientes et lisiers seront stockés dans des fosses d'un volume de 3.445 m³ et hangar de 1.360 m³ ;

9°) Conditions particulières d'épandage

Tout épandage est interdit sur les parcelles cadastrées section B n°s 163 et 165 (commune de LOUARGAT) section ZO n° 57 b et c (même commune) et section ZE n°s 25 et 27 (même commune) ;

.../...



10°) un cahier d'épandage précisant la date, le volume des fientes enlevées et leur destination sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 4 - La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 5 - Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 6 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.


ARTICLE 7 - Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LOUARGAT pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du G.A.E.C. de KERVENAC'H.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du G.A.E.C. de KERVENAC'H dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 - **"Délai et voie de recours"** (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 - Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,  
Le Maire de LOUARGAT,  
L'Inspecteur des Installations Classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au G.A.E.C. de KERVENAC'H pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de TREGROM, PLOUNEVEZ-MOEDEC, GURUNHUEL, BELLE-ISLE-EN-TERRE, BEGARD, pour information.

SAINT-BRIEUC, le 8 AVR. 1991  
LE PREFET

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,  


Philippe SABLAYROLLES

